MCM: Les moyens d'action politique ont changé eux aussi. Le recours aux réseaux sociaux (face book, twitter…), par rapport aux sociétés arabes, c'est, désormais, un fait de civilisation indiscutable, un mode de vie incontournable ou cela aura été un simple effet de mode ?

WQ : Ce qui a clairement changé dans les moyens d'action, c'est la possibilité qui s'offre aux peuples des différentes parties du monde arabe -et au-delà- de suivre, en direct, les événements extérieurs à leur propre pays. Ils sont, forcément, inspirés par ces événements. Quand la situation en Tunisie à explosé, un ami algérien qui était a Dubaï m'a envoyé ce message on ne peut plus symbolique : «aujourd'hui nous sommes tous tunisiens». Il convient de relever qu'«Al Jazeera», sur ce plan, a le même mérite que facebook.

La démocratie, une panacée ?

MCM : Au plan théorique, sous quel angle pourrait-on, envisager la problématique de la démocratisation du Maghreb ?

WQ : Ce n'est pas une panacée mais une garantie contre les régimes autoritaristes comme ceux de Ben Ali et d'El-Kadhafi.

MCM : Attardons-nous sur le lien éventuel entre démocratie et développement économique. Amartya Sen, le prix Nobel d'économie indien, avait estimé, s'appuyant, en particulier, sur le cas de l'Inde, que le système démocratique favorisait le développement économique. Ce lien de causalité vous parait évident ?

WQ : Pas nécessairement. Mais cela à d'autre vertes, et, comme le démontre la Turquie aujourd'hui, les deux peuvent très bien aller ensemble.

MCM : Comme en témoignent, les discours respectifs des Présidents Bush et Obama, la doctrine diplomatique des Etats-Unis stipule, explicitement, que la démocratie constitue le meilleur rempart contre la violence. Ce principe vous semble vérifié ?

WQ : Sur le long terme, oui ce principe est fondé. Mais le processus de démocratisation prend du temps et peut produire un certain niveau de tension sociale. Mais une fois établi, le système démocratique est, relativement, paisible.

MCM : Les contraintes liées au comportement des forces armées et à celui du mouvement islamiste sont évoquées, dans certaines analyses, comme un obstacle potentiel à un éventuel processus de démocratisation. Commençons par le mouvement islamiste, c'est un simple épouvantail brandi par les pouvoirs publics ou une menace sérieuse pour le processus démocratique ?

WQ : Cela dépend beaucoup de la nature du mouvement Islamiste. Ali Belhadj, le leader du FIS, ne croyait pas en la démocratie .Le problème résidait là. Par contre, l'AKP en Turquie a foi en la démocratie et permet de vérifier, que les deux, parti islamiste et démocratie, peuvent coexister.

MCM : Dans le même esprit, quid du statut et du rôle de l'institution militaire ? La propension des militaires à vouloir s'ingérer dans la vie politique vous parait une donnée persistante ou une réalité dépassée?

WQ : Le rôle des militaires peut constituer un grave problème. Habitués à dominer la scène politique en en tirant dividendes économiques, il ne sera pas aisé de les pousser dehors comme nous avons à le voir en Egypte.

MCM: Les Etats Unis seraient intéressées à favoriser un processus politique ou le mouvement islamiste et l'armée, cote à cote, constitueraient le socle d'un processus démocratique pragmatique et assimilable par les sociétés concernées. Une démarche inspirée par le modèle turc. Cela vous parait une approche vérifiée ?

WQ : C'est un modèle possible, pas l'unique modèle. Si les laïcs était mieux encadrés et mieux organisés, ils pourraient jouer un rôle national majeur.

La politique américaine face aux défis de la démocratisation dans les pays du Maghreb :

MCM: L'annonce, en 2003, du projet de démocratisation du monde arabe "Great Middle East Initiative" -étendu, aussitôt, à l'Afrique du Nord- a constitué, de toute évidence, un tournant dans la politique étrangère américaine. Brièvement, quels sont les fondements théoriques et pratiques de cette initiative ?

WQ : Un questionnement sans importance. C'est, pour l'essentiel, un effet de propagande destiné à détourner l'attention de l'impasse arabo-israélienne.

MCM: Le discours du Caire que le Président Obama a prononcé en 2009 semble être, pourtant, une reprise, en plus adapté, du projet républicain (the "Great Middle East Initiative") …

WQ : Le but principal du discours du Caire était de présenter une nouvelle image sur la manière dont les Etats Unis s'engageaient vis-à-vis du monde arabe et musulman, un engagement basé sur «les intérêts communs et le respect mutuel». Un engagement envisagé en termes diplomatiques pas militaires. Le principe est de procurer un support aux reformes, mais sans intervention extérieure directe sur le processus. L'objectif pour le Président Obama consistait à délivrer un message pour signifier une nouvelle attitude après celle connue durant les années Bush. J'étais a Damas quand le Président Obama a prononcé son discours ; j'avais rencontré, alors, un ami syrien et des officiels du Hamas qui m'avaient, tous, affirmé : «ce sont de bons mots mais nous attendrons de voir ce qu'il en adviendra». ils attendent toujours, me semble-t-il…

MCM: Il est remarquable que les Etats Unis, habituellement, vilipendés par l'opinion publique arabe en des moments d'intense émotion comme ceux que vit la région soient ainsi épargnés. C'est le résultat de l'mage personnelle du Président Obama -noir, ayant une ascendance musulmane-ou le résultat d'une adaptation de la politique américaine ?

WQ : Je pense que beaucoup de personnes dans le monde arabe restent frustrés par rapport à la politique américaine en général et par rapport a Obama lui-même. Mais ils ont compris que leur problème principal , aujourd'hui, n'est pas en Amérique mais, plutôt, au niveau de leurs propres dirigeants.

MCM: Quels sont les objectifs cachés, je dis bien cachés, de cette politique volontariste des Etats-Unis ? Par delà la démocratisation, quels objectifs visent-ils en rapport avec leurs intérêts stratégiques ?

WQ : Si les objectifs sont cachés, je n'en sais donc rien. Il peut effectivement y avoir des tensions entre intérêts stratégiques et démocratie, comme au Bahreïn et en Arabie Saoudite. Mais, ailleurs, en Tunisie, et en Egypte, c'est au vrai sens que la démocratie apportera aux deux peuples des améliorationssubstantielles.

MCM : Les Etats-Unis disposeraient d'un modèle théorique qu'ils appliqueraient, chaque fois que de besoin, pour faire déloger les dictateurs. Un modèle déjà expérimenté avec succès en Serbie, en Géorgie et en Ukraine et qui reposerait sur un bréviaire, le livre détonnant de Gene Sharpe, "From dictatorship to democracy". Quel crédit accorder à cette version des faits?

WQ : C'est, vraiment, sans importance.

MCM: Vous voulez dire que c'est la volonté des peuples qui façonne l'histoire nationale, pas les interférences étrangères ?

WQ : Les deux, influence étrangère et volonté populaire, sont importants. Mais je suis frappé par la propensions des régimes impopulaires, comme ceux de Moubarak, de Ben Ali et d'El Kadhafi à blâmer les interventions étrangères dans les troubles intervenus, alors que le vrai problème c'est qu'ils ont perdu le soutien de leurs peuples.

MCM: Quels rapports entretiennent avec les instances officielles américaines, la constellation d'organisations non gouvernementales qui évoluent dans le sillage de ce projet de démocratisation de l'univers du monde ? C'est, comme il est souvent affirmé, le bras armé de la diplomatie américaine ?

WQ : un rôle infime.

MCM: Rappelez- vous, cependant, que c'est en s'inspirant de ce modèle de «Révolution pacifique» et en s'appuyant sur la constellation d'ONG évoluant autour de la problématique de la démocratie, que les Etats Unis ont joué un rôle essentiel dans la destitution du dictateur serbe Milosevic. L'opinion publique arabe n'en croira pas un mot si vous voulez affirmer que les Etats Unis suivent en spectateurs les processus politiques en cours au Maghreb…

WQ : Je ne dis pas qu'il n'y a aucun intérêt pour les Etats Unis par rapport aux processus qui se déroulent, mais je ne pense pas que les Etats Unis soient en train de jouer un rôle majeur. En Egypte, l'implication a été plus significative particulièrement avec les militaires Egyptiens sur lesquels les Américains disposaient, dans une certaine mesure, d'une influence directe.

MCM: Quels enseignements tirer des récents processus démocratiques de Tunisie et d'Egypte. Faut-il s'attendre, pour tout le monde arabe, à un rapide «effet domino» ?

WQ : Une question bien trop vaste pour qu'il y soit répondu brièvement. J'espère que la Lybie suivra, et il pourrait y avoir des pressions pour des reformes ailleurs. Le message délivré par les précédents tunisien et égyptien c'est que les peuples en ont marre de la mauvaise gouvernance !

MCM: La situation en Libye semble, néanmoins, évoluer, différemment, des scénarios tunisien et égyptien. Cela tient plus aux particularités de la société libyenne ou à la nature du régime libyen que personnalise Mouammar El Kadhafi ?

WQ : Société différente, leader différent et rentes pétrolières…

MCM: Avec ce souffle démocratique puissant qui, l'un après l'autre, fait tomber les dictateurs arabes, quelle sera, demain, la physionomie géopolitique de cette région du monde ? Quelles incidences sur la paix et la sécurité dans le monde ?

WQ : Question trop large, qui fait appel à trop de spéculation. Il n'en reste pas moins, tout compte fait, que la région du Maghreb et le monde gagneront à l'enracinement de la démocratie au Moyen Orient.

MCM: Les changements substantiels qui affectent les régimes du monde arabe ne vont-ils pas contraindre Israël à revoir sa doctrine de sécurité pour s'adapter à ce nouveau contexte qui peut autant faciliter que compromettre la paix ?

WQ : Face aux changements spectaculaires qui se se déroulent autour d'Israël, les leaders de ce pays semblent paralysés. Cela pourra changer avec le temps, mais les divisions internes au sein de la classe politique israélienne, la faiblesse du «camp pour la paix» dans ce pays et la faiblesse de Netanyahu dans son leadership ne semblent pas indiquer qu'il existe, pour le moment, plus de chance pour l'émergence d'une «nouvelle pensée» en Israël.

MCM: Dans ce sillage, faut-il partager l'avis selon lequel les processus politiques en cours dans le monde arabe ont,d'ores et déjà, disqualifié autant l'islamisme radical que le nationalisme émotionnel ,deux principales causes d'inquiétude pour Israël ?

WQ : Je pense qu'il est trop tôt pour tirer des conclusions. Une Egypte plus démocratique sera moins encline à coopérer avec Israël réprimant les Palestiniens. Une Egypte ou les frères musulmans gagneraient plus de voix soutiendra, probablement, plus Hamas. Israël a des raisons pour s'inquiéter même si elle reste, militairement, plus forte par rapport à n'importe quelle combinaison de forces, alentour. Peut être que le bon sens prévaudra et Israël réalisera que le moment est venu pour faire une offre généreuse à la fois pour la Syrie et pour les Palestiniens. Mais j'en doute.

W.Q son épouse Helena Cobban et sa fille Lorna.

W.Q et sa fille Lorna au Grand Canyon.